

ARTICLE DE L'EGLISE

APPORTE AV TIERS ESTAT PAR

Mongeur l'Euesque de Mas-

con, le matin 5. iour de

Ianuier 1615.

LEs detestables parricides commis es personnes sacrees de nos Roys, ont fait cognoistre par experiance, au malheur de la France, que les loix & les peines temporelles, n'estoient pas suffisantes pour en destourner les damnables auteurs, qui induis & seduis, par vn artifice du diable, ont commis telles abominatiōs, & meritē d'attirer les peines eternelles. C'est pourquoy les Prelats de vostre Royaume, ausquels Dieu a commis le soing & la conduite des ames & des consciences de vos peuples, desirants tant comme Pasteurs, que comme fidelles subiects de vostre Maiestē, pourueoir autant qu'il est possible à la seurete de vostre personne, & au repos de vostre Estat, ont estimē estre de leur deuoir & auctorité paternelle, pour arracher & destourner ceste abominable fureur de rebellion & parricide du cœur & de la pensēe de tous ceux qui veulent obeyr à la voix du sainct Esprit, prononcee par l'Oracle infalible de l'Eglise Vniuerselle, & euitier la damnation eternelle, preparee à ceux qui y contreuient, de renoueller & faire publier le Decret de la Section 15. du Concile de Constance tenu il y a deux cens ans, par lequel Decret sont declarez abominables, heretiques, & condamnēz aux peines eternelles tous ceux qui sous

quelque pretexte que ce soit, voudroient maintenir qu'il soit permis d'attenter à la personne sacrée des Roys, & mesmes des tyrans: Laquelle publication de l'autorité de l'Eglise, lesdits Prelats supplient tres-humblement vostre Maiesté d'auoir pour agreable, comme estant pour l'instruction de vos peuples, seul propre remede à lier & obliger les consciences, & les desferer & toutes telles Execrables Imaginations: En outre supplie vostre Maiesté d'escire ou faire entendre par son Ambassadeur à nostre Tres-sainct Pere le Pape ladite publicatiō & renouuellement dudit sainct Decret, Suppliant sa Saincteté, de vouloir de son auctorité Apostolique faire vne declaration d'approuuer ledit Sainct Decret, comme ces predecesseurs ont fait: Offrants lesdits Prelats d'y adiouster tres-hübles supplications si besoing est.

Par le Commandement de Nosseigneurs, Signé
Berthier, & Bertheuille.

A V L E C T E U R.

A M I Lecteur, considere par cet Article que Messieurs du Clergé sont grandemēt à louer de ce qu'ils declarent, que comme fidels subiects du Roy ils desirēt pourueoir à la seureté de sa personne, & repos de son Estat, à cause des detestables parricides commis par vn artifice du diable, es personnes sacrées de nos Roys ses predecesseurs: Mais que le seul renouuellement du decret de la Section 15. du Concile de Constāce qu'ils requierent estre fait, ne peut deterrer les subiects de sa Maiesté & les Peuples, de toutes telles execrables imaginatiōs

& abominables parricides : d'autant que ceux qui ont renouuellé & remis en lumiere la Doctrine & les maximes , lesquelles ont esté prises pour pre-
 texte & fondement par ces detestables Assassins, interpretent ce Decret à leur aduantage , & s'en seruent pour s'auctoriser & iustifier : Entre autres Suarez *natif de Grenade, Iesuite*, en son liure intitulé, *Defensio fidei Catholicae*, &c. liu. 6. chap. 4. nomb. 14. en ces termes ; Ex hac posteriori resolutione de proprio tyrannō, sequitur priorem de Rege tyrannice gubernante solum procedere ante sententiam depositionis contra talem Regem latam : non vero post illam. Nam sequela habet in primis magnum fundamentum in Concilio Constantiensi : quia illud tantum loquitur de interficiente Principem tyrannum priuata auctoritate, non expectata sententia vel mādato iudicis cuiuscumque : sic enim Concilium Constantiense contrariam assertionē damnauit : Ergo si iudex legitimus talis Regis, quicumque ille sit, vel esse possit, contra illum iustam sententiam tulit, qua eum ipso facto à Regno deposuit, iam non procedet Concilij definitio. Deinde cessat etiam ratio facti, & ita non habebit tunc locum primē assertio vt proposita est : Nam tunc iam supponitur expectata sententia iusta, & legitima : Et sic non procedit aggressor auctoritate priuata, sed in virtute Sententiæ, & consequenter vt instrumentum auctoritatis publicæ. Denique postquam Rex legitime depositus est, iam non est Rex, neque Princeps legitimus, &c. & consequēter à quocunque priuato poterit interfici, &c. At vero in summo Pontifice est hæc potestas tanquam in superiori habente iurisdictionem ad corripiendum

Reges, etiam supremos tanquam sibi subditos, vt supra ostensum est. Vnde si crimina sint in materia spiritali, vt est crimen hæresis, potest directe illa punire in Rege, &c. Potest Pontifex alicui Regno præcipere, vt se inconsulto contra regem suum non insurgat, vel illum non deponat, nisi prius causa & ratione ab ipso cognita propter moralia pericula, & animarum dispendia, quæ in his tumultibus popularibus moraliter interueniunt, & ad vitandos seditiones & iniustas rebelliones. Vnde in Historiis legimus, fere semper Regna in huiusmodi casibus Pontifices consulisse, vel etiam ab eo petiuisse, vt Regem ineptum vel tyrannum deponeret: vt de Childerico Rege Galliarum tempore Zachariæ Papæ &c. Hoc ergo posito fundamento dicendum est in puncto vltimo proposito, post Sententiam condemnatoriam Regis de Regni priuatione, latam per legitimam potestatem, vel quod perinde est post sententiam declaratoriam criminis habentis talem pœnam ipso iure impositam, posse quidẽ eum, qui sententiam tulit, vel cui ipse commiserit, Regem priuare Regno etiam illum interficiendo, si aliter non potuerit, vel si iusta sententia ad hanc etiam pœnam extendatur, &c. Nam qui potest aliquem iuste condemnare, potest etiam pœnam exequi, per se, vel per auxilia ad id necessaria: alias frustra esset illa potestas dicendi ius sine potestate efficaciter coactiua. Atque ac ratione, vt recte facit minister Regis interficiendo hominem ex præcepto Regis, quia hunc magis potestatem Regis, quam suam exequitur. Ita quando respublica iuste potest Regem deponere, recte faciunt ministri eius Regem cogendo, vel interficiendo, si

fit necesse, quia iam non potestate priuata sed publica operantur.

C'est à dire de ceste derniere resolution, touchant le vray Tyran : Il s'ensuit que la precedente touchant le Roy qui gouuerne tyranniquement, a seulement lieu auparauant la sentēce de deposition donnee contre vn tel Roy, mais non apres. Car cette consequence est principalement fondee sur le Concile de Constance, parce qu'il parle seulement de celuy qui tuē vn Prince Tyran, de sa propre autorité, sans attendre la sentence, ou le mandement de Iuge quelconque : Par ainsi l'assertion contraire a esté condamnée par ledit Concile : doncques, si le Iuge legitime d'vn tel Roy, quel qu'il soit ou puisse estre a donné cōtre luy vne iuste sentence, par laquelle, pour ce fait, il l'aye deposé de son Royaume : lors le Decret de ce Concile n'aura pas lieu. D'auantage, la consideration du fait cesse, & ainsi lors la premiere assertion, ainsi qu'elle a esté proposée n'aura pas lieu, veu qu'alors on presuppose que la sentence iuste & legitime a esté attendue, & par ainsi l'agresseur ne procede pas d'autorité priuee, mais par le vertu de la sentence, & consequemment comme instrument de l'autorité publique : finalement apres que le Roy est legitimelement deposé, il n'est plus Roy, ny Prince legitime, &c. Et consequemment il pourra estre tué par vn particulier, quel qu'il soit, &c.

Mais certes ceste puissance est au Pape, comme au Superieur qui a iurisdiction pour corriger les Roys, mesme les souuerains, comme luy estās subiects, comme il a esté monstré cy-dessus, partant, si les crimes sont en matiere spirituelle, comme est

l'heresie, il peut les punir directement en vn Roy, &c.

Le Pape peut commander à vn Royaume, de ne se point souleuer sans son aduis contre son Roy, ou de ne le pas deposer, que premierement il n'ait eu cognoissance des causes & des raisons, à cause du danger es mœurs, & pertes des ames qui arriuent ordinairement en ces tumultes populaires: & pour euitier aux seditions & iniustes rebellions, d'où nous lisons es histoires que les Royaumes ont presque tousiours prins cōseil des Papes en semblables occurrences, mesmes l'ont requis de deposer vn Roy inepte, ou Tyran, comme nous lisons de Chilperic Roy de France, au temps du Pape Zacharie, &c.

Ce fondement estant ainsi posé, il faut conclurre touchant le point dernier proposé, qu'apres la censure, portant condamnation contre le Roy, de la priuatiō de son Royaume, donnee par vne puissance legitime, ou ce qui est semblable, apres la sentence faisant mention du crime, auquel telle punition est imposee de droict, celuy qui a donne la censure, ou qui aura par luy esté commis pourra priuer le Roy de la Royauté, mesmes en l'assassinant, s'il ne se peut autrement, ou si vne iuste sentence s'estend iusques à ceste punition, Car celuy qui peut iustement condāner quelqu'un, peut aussi mettre à execution la peine par luy ordonnee, ou par soy-mesme, ou par aydes à ce necessaires: autrement ceste puissance de iurisdiction seroit frustratoire, sans la puissance effectuellement coactiue. Et par ceste raison, tout ainsi que l'officier du Roy *faiet bien en tuant vn homme* par le commandement du Roy, par ce qu'à lors il execute plustost la

puissance du Roy que la sienne : de mesme , quand la Republique peut iustement deposer vn Roy, ces Officiers font bien *enforçant le Roy, ou le tuant*, s'il est necessaire, parce que lors ils ne trauaillét pas d'autorité priuée, mais publique.

Aquoy est conforme ce que dit Richeome Pro-
uençal Iesuite en son liure intitulé, *Examen categori-
que du libelle Anticoron*, &c. imprimé à Bordeaux par
Iacque Marcan, l'an 1613. au chapitre 6. pag. 57.
*Combien de bons Docteurs ont enseigné qu'il est loisible &
honorabile de tuer les Tyrans*, &c. Vn peu apres, en la
mesme page, *Tamalice appert, premierement en ce que
tu attaques ceux de nostre robe an la doctrine contrre les Ty-
rans*, comme si ce qu'ils en disent estoit opinion propre à
eux, & non commune à tous les Docteurs Catholiques.
Et en la page. 66. Il ne s'ensuit pas, que ceux qui ensei-
gnent de tuer les Rois soient coupables du crime obiecté
par toy, parce qu'il y peus auoir en exception és Ie-
suites, en la personne d'un tel Roy. Et au chap. 16. page
188. *Afin que personne en choses douteuses ne se dispen-
ce de son serment par conscience erronee, il est plus
asseuré que cela se face par auctorité & sagesse du Pe-
re spirituel, que par prudence particuliere d'un chascun.*

Commeaussi ce qu'il dit en son liure intitulé,
La verité defendue, imprimé à Thoulouse, par la ves-
ue de Iacques Colomiez, l'an 1595. en la page 71.
sur la fin, *Veue que Dieu peut transferer un Royaume en
mille facons par les armes des Payens, des Mores, des Turcs,
entre les Chrestiens il n'y peut auoir vne plus douce
voye, plus raisonnable, & plus asseuree, que par l'entre-
mise & auctorité du Chef de l'Eglise, & commun
Pere des Chrestiens qui assisté particulierement de
Dieu, & de gens de science & conscience, ne fera*

rien contre le droit des legitimes successeurs. Et en la pag. 74. Ainsi voyons nous que l'estat assiste l'Eglise, quand elle en a besoin: Et l'Eglise le gouverne touchant le spirituel, & luy laisse gouverner son temporel, tant qu'il fait bien, Mais s'il fait mal, elle le secourt par remedes spirituels & temporels.

Et ce qu'à escrit le Pere Coton, en son Institution Catholique, imprimée à Paris 1610. chez Claude Chapelet, faisant responce à la 35. demande de du Moulin, en ces termes, *Et d'autant que la Religion & l'Estat ont une si estroite liaison que le bien & le mal de l'un depend souvent de l'autre, il faut aduoüer, que quand les Papes ont soin de l'un directement, ils l'ont coniointement, & en quelque maniere, de l'autre.*

Et ce qu'ont escrit trente trois de la mesme Compagnie de I E S V S, desquels le Chef est le Cardinal, Bellarmin, qui en a fait deux liures expressement, l'un intitulé. *Les disputes sur les Controverses de la Foy Chrestienne, &c.* imprimez à Ingolstat par Adam Sartorius, l'an 1601. au chap. 6. liure 5. auquel il dit que le Pape, comme, *a souveraine puissance de disposer des choses temporelles de tous Chrestiens, par relation au bien spirituel, ce que plusieurs expliquent par comparaison avec l'art de faire des freins & mords a cheval.*

Et Martin Becanus, lequel en la page 146. de son liure intitulé, *La controverse d'Angleterre touchant la puissance du Pape & du Roy*, reueu & augmenté, & imprimé à Majence chez Iean Albin en l'annee 1613. approuvé par Henry Scherenus Provincial de la Societé de I E S V S, ayant puissance de Claude Aquaniua general de ceste Societé dit, *Par*
les

les Chiens, sont entendus, entre autres, les Roys, & Empereurs, &c. partant ces Chiens, tandis qu'ils sont Fidels & vigilans, ils doiuent obeir au Berger: Mais, s'ils sont paresseux & oisifs, &c. le Berger les doit incontinent oster & deposer de leur office. La droicte raison enseigne cela.

De sorte qu'il est necessaire de condamner ces euasions & mauuaises interpretations, pour pourueoir avec effect à la seureté de la vie de nos Rois, & repos de leurs subiects, & conseruation de ce Royaume, & pour empescher qu'à l'aduenir parricides semblables à ceux que nous auons veus avec vne extreme regret, ne soient commis souz pretexte de Religion: Veu mesmes que sur icelles s'est fôdé vn detestable scelerat nommé Scioppius Encomiaste de ces parricides, afin d'en attirer d'autres, disant en vn liure qu'il a intitulé, *Ecclesiasticus*, qu'il n'y a que les Turcs & les heretiques, qui ayent regretté la mort de nostre Roy Henry le Grand, & condamné le faict de Rauillac: pourquoy, tres-iustement, par Arrest du Parlement des Pairs de France, il a esté ordonné que ce detestable liure seroit brullé par l'executeur de la haute Iustice: & l'auteur merite de l'estre, & d'estre à ceste fin recherché par tout où il se peut retirer.

Et ces euasions & mauuaises interpretations ne ne peuuent estre condamnez & abolies, qu'en requerant nostre Roy de se maintenir en la possession, en laquelle ses predecesseurs & luy sont nez, & ont tousiours esté, ainsi qu'il est notoire, de ne recognoistre aucun Superieur au temporel de son Royaume, sinon DIEU seul, & de n'admettre aucune puissance qu'il

le qu'elle soit, spirituelle ou temporelle; pour auoir droit
 & pouuoir de dispenser ses subiects du serment de Fide-
 lité & obeissance qu'ils lui doiuent, & le suspendre, priner
 ou deposer de ses Roiaumes, encores moins d'attenter ou
 faire attenter par auctorité, soit publique ou priuee, sur sa
 personne, & sur celle de ses Successeurs, & à ceste fin dou-
 ner Sentence.

En quoy Messieur les Archeuesques, Euesques, &
 autres Prelats & Ecclesiastiques de France ne feront rien
 que ce qui a esté fait par ceux qui ont tenu mes-
 mes qualités & dignités sous Louis de Debon-
 naire, Lothaire, Charles le Chauue, Hugues Ca-
 pet. Philippe premier, Louis le Gros. Philippe
 Auguste L. Louis, Philippe le Bel, Louis XII. pre-
 deceesseurs de nostre Roy, Treschrestien & Tres-
 chrestiens & Tres-Catholiques, en subiect & oc-
 currences d'importance d'autant moindre, que
 le bien, duquel il s'agissoit lors, n'est rien au pris
 de la vie, de laquelle principalement il est que-
 stion maintenant. On ne peut dire qu'ils n'y soyent
 obligez de necessité, puis qu'ils sont subiects du
 Roy, & luy ont presté serment de fidelité, & ne
 peuuent conseruer leurs vies & leurs biens qu'en
 la conseruation de la personne sacree de nostre
 Roy & de ce Royaume.

Pour Messieurs les Cardinaux, on ne leur fera
 point de tort, si on leur dit que c'est leur cause pro-
 pre, & qu'ils y ont le principal interest, & partant
 qu'ils ne sont receuables à opiner & deliberer sur
 ce subiect, & ne le peuuent faire raisonnablemēt.
 C'est leur cause propre, & ils y ont le principal
 interest, puis que comme estants generaux Inqui-
 siteurs en toute la Republique Chrestienne, par le

Liure intitulé, *Directorum Inquisitorum*, imprimé à Rome au logis du peuple Romain, en l'an 1585. fondement de ceste Doctrine, la puissance leur est attribuee de proceder contre les Rois, Princes, Marquis, Comtes, Barons, & leurs Magistrats & Officiers, & de les deposer de leurs Royaumes, Principautez, Terres, Seigneuries, & Officiers, & & informez de nouveau contre eux, quelques Sentences d'absolution qu'ils ayent obtenues, comme ne pouuants passer en force de chose iugee, & de faire et parfaire leurs Procés, et donner Sentence de mutilation de membre, ou effusion de sang, iusques à la mort naturelle inclusiuement, sans encourir aucune Censure, ni irregularité, & que par ce mesme Liure, il est dit que tous les Princes en ceste cause leur sont a bon droit assubiectionnés. Il seroit difficile, voire du tout impossible de croire cecy, si on ne voyoit les propres termes de ce Liure. Ils sont tels es pages 131. 435. 577. 603. 727. 743. de la premiere partie, & en la page 169. de la seconde partie intitulee, *Litera Apostolica pro officio sanctissimæ inquisitionis*: Hodie illustrissimos ac reuerendissimos Cardinales Inquisitores generales in tota Republica Christiana per literas consulere licet, quibus Principes omnes in hac causa merito subiiciuntur, vr ordinatione quadam Pij V. Pontificis maximi iustissimi cauetur, &c. *Dominus noster* Papa interdum immediate Inquisitorem instituit oraculo *vinæ vocis*, & per suas literas Apostolicas interdum committit alicui Domino Cardinalis seu eius Legato, &c. Consulerem vt contra Reges & Regales personas publice non procederent inquisitores, sed vt tutius & cautius negotium fidei

possit agi, informaretur primitur Dominus noster Papa, vt procederetur eius consilio & mandato, & secundum modum quem ipse decreuerit obseruandum, &c. Iude videmus ac scimus Papam priuare Reges suis Regnis. Poterit ergo eorum bona censurare & cui voluerit applicate &c. Filios et nepotes hæreticorum, fautorum, et similium, non modo fieri inhabiles ad officii & beneficia, verum etiam ipso iure priuari omnibus illi. Idem videtur tenere Palacius Rubius tractatu de regno Nauarra. part. 5. parag. 8. Nam Filiis hæreticorum, quamuis Catholicis, nihil penitus est relinquendum, neque etiam legitima quæ quodammodo iure naturæ debita videtur. &c. Paulus IV. statuit vt clerici sæculares ac regulares ac S. R. E. Cardinales, non solum in causis heresis sed etiam in quacumque causâ criminali, sententiâ possent dicere contra reos, etiam usque ad mutilationem membri, & ad mortem naturalem inclusiue, abque alicuius censura vel irregularitatis incurfu, &c. Pius V. decreuit omnes et singulas et quascunque absolutorias Sententias nunquam fecisse nec in futurum facere posse transitum in rem iudicatam: Et his non obstantibus per prædictum sanctum Officium sancte Inquisitionis ac dilectos filios modernos & pro tempore existentes, S. R. E. Cardinales hæretica prauitatis Inquisitores, contra eosdem reos delatos et inquisitos, etiam si fuerint et sint Barones, Comites, Marchiones, Duces, Reges, et Imperatores, denuo inquiri & procedi posse & debere &c. Qui adstant Inquisitoribus, indulgentiam cōsequuntur plenariam cum in prosecutione (alibi executione) negotij moriuntur, hoc privilegio hodie in primis gaudent Crucesignati. C'est à dire, Aujourd'hy, ont peut prendre conseil par

Lettes, des *illustriſſimes* Cardinaux Inquisiteurs
 generaux en toute la Republique Chreſtiene, aus-
 quels tous les Princes en ceste cause ſont à bon droit ſub-
 ſcrits, ainſi qu'il eſt treſ-iuſtement ordonné par
 vn decret du Pape Pie V. &c. Noſtre ſainct Pere
 le Pape quelquefois immediatement inſtituë vn
 Inquisiteur par l'oracle de ſa propre bouche, & par
 ſes Lettres Apoſtoliques, quelquefois il en donne
Charge à quelqu'un de Meſſieurs les Cardinaux, ou à ſon
Legat, &c. Je ſerois d'aduis que les Inquisiteurs ne
 procedaſſent pas publiquement contre les Rois & per-
 ſonnes Royales: mais afin que la cause de la foy puiſſe
 eſtre conduite plus ſeulement, que l'on en donnast
 premierement aduis à noſtre ſainct Pere le Pape,
 pour y eſtre procedé ſelon ſon conſeil & mande-
 ment, & ſelon la forme qu'il aura luy meſme ordō-
 né y eſtre obſeruee, &c. De la nous voyons & ap-
 prenons que le Pape priue les Roys de leurs Roy-
 aumes: il pourra donc *confiſquer leurs biens & les don-*
ner à qui il voudra &c. Que les enfans & nepueus
 des heretiques, des fauteurs, & ſemblables ne ſont
 pas ſeulement rendus inhabiles d'obtenir à l'ad-
 uenir offices & benefices, mais auſſi que de droit ils
 ſont priuez de tous ceux qu'ils tenoient. Palacius Ru-
 bius ſemble tenir le meſme au traitté du Royaume de
 Nauarre part. 5. parag. 8. &c. Car aux enfans des here-
 tiques, *biens qu'ils ſoyent Catholiques,* il ne faut rien laiſ-
 ſer du tout, non pas meſme la legitime, laquelle ſem-
 ble aucunement eſtre deuë par le droit de natu-
 re. &c. Paul IV. a ordonné que les Clercs ſeculiers &
 reguliers, & les Cardinaux de la ſaincte Eglise de Ro-
 me, non ſeulement ès causes d'heresie, mais auſſi
 en toute autre cause criminelle, peuſſent donner Iuge-
 ment contre les criminels, *iufques à mutilation de me-*

bre, & à la mort naturelle *inclusiue*ment, sans encourir aucune Censure, ni irregularité. &c. Pie V. a ordonné que toutes & chascunes Sentences d'absoluiton, qu'elles qu'elles soient, sous quelques termes qu'elles soient conceues, n'ont iamais passé, & ne peuuent à l'aduenir passer en force de chose iugee: & que nonobstant icelles, il peut & doit estre de nouveau informé & procédé, par le susdit tressainct Office de la sainte Inquisition, & par nos treschers fils les modernes, & estants de present Cardinaux de la sainte Eglise de Rome, Inquisiteurs de l'heretique peruersité, cōtre les mesmes deferez & mis a l'inquisition, iagoit qu'ils ayent esté & soient, Barons Comtes, Marquis, Ducs, ROYS & Empereurs, &c. Ceux qui assistent les Inquisiteurs obtiennent indulgence pleniere, lors qu'ils meurent en la poursuite & execution de l'affaire. Auiourd'huy principalement les Croisez iouissent de ce priuilege. Si Messieurs les Cardinaux ont les qualitez requises pour mettre à execution & en pratique ces Propositions, deposer nos Rois, & faire de leur vies & de leurs Estats vne question problematique & indifferente, & par ainsi renuerfer la loy Salique, fondement de ce Royaume, & le conferer comme vn benefice, ie le laisse à iuger à ceux qui ne sont ni d'esprit ni de corps auenglez.

Par ces propositions il appert indubitablement qu'il s'agit a present de l'Empire, & non point de la Religion. Et l'on ne s'abuse point quād on le resoult & dit de ceste façon, avec des plus celebres & plus Catholiques personages que le Soleil ait esclairez, au nombre desquels les Hespagnols mettront Iacques de Valdes professeur en droit canon à

Vailladolid, & depuis Conseiller & Auditeur en la Cour souueraine de Grenade, parlant ainsi au chapitre 22. nombre 41. de son Liure, touchant la dignité des Rois d'Espagne, composé par l'expres commandement de Philippe II. Roy d'Espagne, & approuué par Garcias Loaysa, iadis Precepteur de Philippe III. Roy d'Espagne, & depuis Archeuesque de Tholede, *Neque obici potest Philippum II. Regem Catholicum & Religiosissimum, bellum intulisse Paulo IV. pontifici, nam illa bella potius laudatribuenda sunt Philippo magno: cum enim Imperio ageret paulus IV. non de Religione, & à Philippo vellet auferre regnum Neapolitanum iure proprio & hereditario quasitum, ac suscitaret Henricum II. Regem Gallie ad eam rem, cum philippus in te temporalis ius suum tueri deuinctus esset, nec pati spoliū debiret, solum exercitum ad tuendum Regnum & vim vi repellendam paratum habuit.* c'est à dire, Et l'on ne peut obiecter que Philippe II. Roy Catholique & tres-religieux, a fait la guerre au Pape Paul IV. car ceste guettre doit plustost estre attribuee à louange à Philippe le Grand: par ce que le Pape Paul IV. agissant de l'Empire, non de la Religion, & voulant oster au Roy philippe le Royaume de Naples à luy appartenant de son propre, & par succession & luy suscitant à ceste fin Henry II. Roy de France, le Roy philippe estant tenu de defendre & conseruer son droit pour le temporel, & ne pouuant endurer d'estre despoillé, il a seulement eu son armee preste pour conseruer son Royaume, & repousser force par force.

Mais bien ceux-là s'abusent ils seuls, (s'ils ne veulent abuser les autres,) quidifent que ceux les-

quels requierent la condamnation de ceste Doctrine de deposer & tueur les Rois & Princes, & dispenser leurs subiects du serment de fidelité, veulent faire vn schisme en l'Eglise. Messieurs du Parlement, & Messieurs du tiers Estat, (lesquels meus seulement de l'affection qu'ils doiuent, par le commandement exprex de DIEU, rendre au Roy, veulent ceste condânation,) ne demandent point de schisme ni de des-vnion. Il n'y a terme, qui en approche, dans l'Arrest de Messieurs du Parlemēt, ni dans l'Article du Cahier general, resolu par Messieurs les Deputez du tiers Estat, sur la condamnation de ceste Doctrine. De nouveau au Parlement il n'a rien esté iugé, au tiers. Estat, rien demandé ni resolu. C'est le mesme que ce qu'il est notoire auoir esté tousiours inuiolablement gardé & obserué en ce Royaume, ainsi qu'ont soustenu le Clerge, la Noblesse, et le tiers. Estat de France pour nostre Roy Philippe le Bel, contre Boniface VIII. & l'ont obtenu, mesmes par recognoissances, portees par bulles expresses, de Benoist XI. & Clement V. qui ont esté Papes apres iceluy Boniface. Des l'annee 1565. lors quel'on a voulu renouueler ceste Doctrine pour troubler ce Royaume, le semblable a esté iugé par le Parlement : & il nes'en est point ensuiuy de schisme, & on n'a point publié, comme l'on faict à présent, quel'on vouloit faire vn en l'Eglise. Deux cents des plus notables Ecclesiastiques & seculiers habitans de la Preuosté & Viconté de Paris, ville capitale de ce Royaume, ont reconnu, comme Messieurs du Parlement qui les ont jugez, que dans icelle preuosté & Vicomté, au grand
des-

des-honneur & opprobre de la France, deux execrables parricides ont esté cōmis és personnes sacreez des deux derniers de nos Rois, Tres-Chrestiens & Tres-Catholiques, sous pretexte de ceste detestable Doctrine. Ils ont resolu d'en demander la condemnation, & d'en destourner les effectz à l'aduenir. Les habitants de plusieurs autres Provinces de ce Royaume ont aussi mis en leurs Cahiers semblable resolution. Est ce vouloir faire vn schisme en l'Eglise? Il n'y a non plus d'apparence de le dire que de retrancher du passage de Tertulian, ou il dit que les Chrestiens prient tous les iours Dieu pour l'Empereur, bien que payen, ces termes, *solo DEO minorem*, moindre que DIEU seul, lesquels confirment en tout & par tout ceste resolution. Il n'y a non plus de raison de le publier que de proposer que del'auctorité du Roy ceste Doctrine ne peut estre condamnée par le Parlement des Ducs & Pairs de France, ou reside la Iustice ordinaire du Roy, que l'on a tousiours dit, estre son bras droict. Pour conuaincre ceux qui veulent estre si mauuais François que d'ignorer la dignité & les droicts de nos Rois & de leur Iustice ordinaire, qui residēt en leurs Parlements, il ne faut que rapporter la Pragmatique Sanction de saint Louis, faicte en lan 1268. par laquelle entre autres choses sont defendues toutes les exactions & leuees de deniers que la Cour de Rome, vouloit entreprendre de faire en ce Royaume: Et l'Arrest donné au parlement de Paris en l'an 1463. contre les collecteurs de ces deniers commis de la part du Pape, inseré en l'ancien Stile du parlement de Paris en l'an 1463. contre les collecteurs

de ces deniers commis de la part du Pape, inseré en l'ancien Stile du Parlement. Si ceste leuee de deniers a esté iustement & sans faire schisme defenduë, comme elle a esté, par ce saint Roy, & par ce Parlement: à plus forte raison, ceste doctrine de deposer & tuer les Rois & Princes, doit elle estre iustement & sans faire schisme condamnée, veu mesme l'abominable pratique qui s'en est ensuiuie.

C'est trop mal cognoistre les François que de s'imaginer que ces pretextes, ces subterfuges, ces couleurs, peuuent suffire pour les attirer & leur persuader de permettre quel'on depose & assassine leurs Roys: & que de leurs Roys, on face des Feudataires & Seigneurs Suzerains: & que l'on confere, mesmes à des estrangers, ce Royaume, ainsi qu'un benefice: encores auec pire condition, scauoir d'estre depose & tué quand il semblera bon aux collateurs, sans auoir vn moment de temps pour penser à Dieu, & implorer sa grace & misericorde.

Les vrais François ne sont pas si ignorants del'affectiō & del'obeyssance que Dieu leur enioinct de rendre à leurs Roys, non seulement pour crainte de leur courroux, mais aussi pour l'amour de leur conscience: de la reuerence qui est deuë à l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & au Pape: de la distinction qui se fait apres S. Louys entre l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine, & la Cour Romaine, qui fait ces entreprises sous pretexte de Religion, non point l'Eglise: & des effects del'excommunication, qui ne priuent pas seulement vn particulier, des honneurs & des biens qu'il possede.

Les François ne peuuent estre sans sçauoir la force de la Loy Salique, fondement de ce Royaume, & cōme en pleine guerre leurs predecesseurs l'ont courageusement deffenduë, & ont par son moyen conserué, il y a pres de treize cens ans, ce Royaume, sans la conseruation duquel ils n'auroient à present & ne pourroïent auoir les biens & honneurs qu'ils possèdent.

Les François ne peuuent douter que ceux qui recherchent ces pretextes, & les publient, ne soient vraiment ceux-là qui veulent faire le schisme: & qui, s'il se faict, en receuront le blasme & la punition. Les vrais François ne sont pas si mal instruits qu'ils ne sçachent que le schisme se faict principalement par l'innouation de la doctrine: & que la nouveauté paroist manifestement en ceste Doctrine de deposer les Roys & Princes, & de disposer de leurs Vies & de leurs Couronnes & Principautez, puis que Antoine Augustin Euesque d'Ilerde: & depuis Archeuesque de Tarracon, au Royaume d'Aragon, le plus docte des Canonistes, en son Commentaire du droit canon, ne luy a peu donner autre, ny plus ancien fondement, que l'auctorité de Gregoire VII. & que Suarez l'un des Peres d'icelle, la fonde principalement sur la bulle *Vnam sanctam*, faite par Boniface VIII. disant au chap. 8. nombre 8. de son Liure 6. intitulé, *Defensio fidei Catholica*, en ces termes: *propositio hæc, papa potestatem habet ad deponendos Reges hereticos, & pertinaces, suorum Regno in rebus ad salutem animæ pertinentibus perniciosos, inter dogmata fidei tenenda & credenda est, &c. Et apertissime declarauit Bonifacius VIII. in extranagante, Vnam sanctam, de maiestate & obedientia,*

concludens esse veritatem hanc de necessitate salutis. C'est à dire: Ceste proposition, Le Pape a puissance de deposer les Roys heretiques, & opiniaistres, & pernicious à leurs Royaume és choses qui concernent le salut del'ame, doit estre creuë & tenuë entre les Articles de Foy. &c. Et Boniface VIII. l'a declaré tres-clairement en l'extrauagante, Vnam sanctam, au titre de Maioritate & obedientia, concludant que ceste verité est necessaire à salut.

Les vrais François recognoissent trop certainement par la Pratique de ceste nouvelle Doctrine, qu'ils ont veuë, à leur tres grand regret, és personnes sacrees des deux derniers de nos Roys, que le deposer emporte & attire le tuer & l'assassiner: & que les Maximes de ceste Doctrine, lesquelles l'ay cy-deuant rapportees, y sont expresses: & que les detestables Chastel & Rauillac l'ont ainsi descouuert, & principalement Rauillac respondant en son interrogatoire: *C'est la question de sçauoir s'il estoit Roy Tres-Chrestien.*

Les François ne peuuent estre sans se resouuenir que peu auparauant l'execrable parricide de Rauillac, lon a publié & faict voir dans Paris vne Censure de l'arrest donné par le Parlement contre le detestable Chastel, par lequel ceste Doctrine & ses Maximes, prises pour pretexte & fondement pour cet Assassin, ont esté condamnées. Les vrais François ne sçauroient le laisser endormir preuoyants bien que si on ne condamne ceste doctrine, à ceste heure, on ne la condamnera iamais à temps. Ils auroient la memoire trop malheureuse, s'ils ne se souuenoient de la ville capitale de la Touraine, non plus que de toute la prouince, n'a esté infectée

des rebellions passées, ny de ces parricides : parce principalement, que defunct Monsieur de Maillé Archeuesque de Tours en l'an 1583, feist condamner ceste Doctrine en vn Concile Prouincial, au commencement duquel ce Canon se trouue: *Si quis potestati Regiæ (quæ non est nisi à DEO) contumaci ac inflato spiritu, contra auctoritatem & rationem perinaciter contradicere præsumpserit, & eius iustis imperiis obtemperare noluerit, anathematizetur.* C'est à dire: Si quel qu'un entreprend ou presume de contredire opiniastrement avec esprit de rebellion & d'orgueil, contre droit & raison à la puissance Royale, (laquelle n'est que de DIEU seul) qu'il soit anathematizé.

Les François entendent trop souuent parler de Liures commandez, escripts, & publiez, pour faire approuuer, confirmer, & practiquer ceste Doctrinne, par personnes d'une mesme compagnie, iusques au nombre de trente trois, entre lesquels il y en a plusieurs François, tant ils sont ingrats & malheureux. Les vrais François apperçoient trop clairement que ces pretextes & couleurs viennent de ceux-là mesmes qui se sont manifestez depuis l'exécrable paricide de Rauaillac, prenans l'occasion du bas aage de nostre Roy, pour faire auctoriser ceste Doctrinne, afin de n'estre plus subiects de leur Prince naturel, & d'establir la Monarchie laquelle ils se sont proposée, & ont descouuerte par les bulles qu'ils ont obtenues, & par les medailles qu'ils ont fait faire, où ils ont fait mettre ces mots: *Ipse per nos regnabit: Faciemus ipsum monarcham*: c'est à dire: il regnera par nous: Nous le ferons Monarque. Les François ont trop de cognoissance des inuenions & practiques de ces pretendus compa-

gnons de Iesus, renouateurs de ceste Doctrine, & particulièrement de celuy qui depuis peu en vne Epistre qu'il a faite à Messieurs des Estats généraux, leur adressant vne Responce à des objections qu'il s'est luy-mesme forgees & imaginees su la reception du Concile de Trente, imprimée chez Sebastien Chappeller, a reproché aux François, *qu'ils ne recognoissent autres Princes que ceux qui sont du sang de France*; a rapporté pour engager en ceste meslée Messieurs de Guise, que l'on detracte de leurs peres: à scauoir pour diuiser les Parlements que l'on les assubiectionist à celuy de Paris: a mis en auant pour animer la Noblesse, que l'on veut regler ses gouuernements & lieutenances.

Il pourroit estre necessaire de monstrier plus amplement le dessein de ces Docteurs, & de leurs Escholiers & familiers: & le grand preiudice qu'ils font & feront par ceste nouuelle & estrangere Doctrine à la Religion Chrestienne, Catholique Apostolique & Romaine, & à tous ceux qui en font profession, soient Empereurs, soient Roys, soient Ducs, soient Marquis, soient Comtes, soient Barons, ou de quelque autre qualité & condition, n'estoit qu'ils sont notoires, & qu'il n'y a que les aueugles qui ne les peuuent à present voir & recognoistre. Adieu Amy Lecteur.